

Un ascenseur social en panne ?

Écrit par : Salvador Murillo, L'Observateur de l'OCDE

Dernière mise à jour : 8 décembre 2019



© Droits réservés

Jules Renard, auteur français, écrivait en 1907 : « Les hommes naissent égaux. Dès le lendemain, ils ne le sont plus. » Pourquoi ? Parce qu’au bas et au sommet de l’échelle de distribution des revenus persistent un plancher et un plafond « collants ». Aujourd’hui, il faut en moyenne quatre à cinq générations pour que les enfants appartenant aux 10 % les plus pauvres de la population se hissent au niveau de revenu moyen. En parallèle, dans des pays comme l’Allemagne ou les États-Unis, 50 % environ des enfants issus de familles aisées seront eux aussi riches.

Pire encore, tous les quatre ans, un cinquième de la population située dans la tranche inférieure de la classe moyenne tombe au bas de l’échelle de distribution des revenus, tandis que la moitié supérieure de la distribution bénéficie d’une

sécurité financière encore plus grande, comme le montre le rapport *A Broken Social Elevator ? How to Promote Social Mobility*.

De plus, dans des pays où les inégalités de revenu sont marquées, comme le Brésil ou l'Afrique du Sud, on constate une situation « d'inégalité chronique », donnant le sentiment que la mobilité sociale n'est qu'une vaine promesse. En effet, plus la mobilité ascendante est faible, plus les citoyens ont l'impression que leur voix ne compte pas, et que le système n'est ni juste, ni fondé sur la méritocratie.

Pour autant, la mobilité n'est pas uniquement une question de revenu. Elle concerne aussi l'emploi, l'éducation ou la santé, et elle n'est pas envisagée de la même manière selon que l'on se concentre sur l'une ou l'autre de ces dimensions. Ces différences aboutissent à des situations spécifiques dans chaque pays : au Japon et en Corée par exemple, la mobilité en matière d'éducation est plus élevée que la mobilité sur l'échelle des revenus, alors que c'est l'inverse en Norvège et en Espagne. Aux États-Unis, la mobilité sur le plan de l'emploi est supérieure à la mobilité en termes de revenu, alors que c'est le contraire en Finlande, qui compte en outre une mobilité plus faible sur le plan de l'éducation..

Il n'y a cependant rien d'inéluctable dans la transmission de la situation socioéconomique entre les générations. L'égalité d'accès à un enseignement de qualité permet de renforcer la mobilité sociale : les pays qui financent davantage leur enseignement public ont généralement une mobilité éducative plus importante. Il en va de même dans le domaine de la santé. Par ailleurs, une imposition progressive sur le patrimoine et les successions ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale permettent d'atténuer l'effet de « plafond collant », tandis que les transferts en espèces ou les prestations versées aux familles modestes et l'amélioration du passage de l'école à la vie active atténuent les « planchers collants ». Et comme le montre le rapport, diverses mesures peuvent contribuer à améliorer la mobilité sociale globale, comme la lutte contre la ségrégation résidentielle, l'aide au retour à l'emploi ou l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

©OCDE Observateur n°314, T2 2018

Références

Un ascenseur social en panne ? <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.1787/9789264301085-en>